



LEÇONS TIRÉES DU NEXUS HUMANITAIRE-DÉVELOPPEMENT
APERÇUS DE LA SITUATION EN
AFGHANISTAN, AU MYANMAR
ET AU NIGER
RAPPORT

Cette publication fait partie d'un projet préparé par le Groupe de la Nutrition (GNC) et le Secrétariat du Mouvement pour le Renforcement de la Nutrition (SUN) pour mieux comprendre le renforcement du Nexus Humanitaire-Développement.

Les expériences de trois pays ont été analysées : l'Afghanistan, le Myanmar et le Niger. Pour chaque pays, les opportunités et les défis pour le renforcement des liens humanitaires et du développement en matière de nutrition ont été passés en revue.

Ces trois études de cas séparées par pays, deux webinaires connexes et d'autres ressources documentaires sont disponibles en anglais et en français aux adresses suivantes :

[GNC : études de cas](#)

[SUN : Nexus Humanitaire-Développement pour la Nutrition](#)

Ce rapport vise à montrer les leçons réunies de ces trois exemples et à en tirer les principales leçons et recommandations.



TABLES DES MATIÈRES

Acronymes	04	Recommandations	15
Résumé	05	Développer une compréhension commune et clairement articulée du Nexus Humanitaire-Développement	15
Introduction	05	Construire autour de priorités et d'objectifs communs	15
Réaliser le Nexus Humanitaire-Développement pour la nutrition	05	Assurer un espace de réunion sûr pour les partenaires humanitaires et du développement en matière de nutrition	16
Comment utiliser ce rapport ?	06	Soutenir l'implication des acteurs humanitaires dans la conception et la mise en œuvre de plans nutritionnels nationaux multisectoriels	17
Conclusions	06	Renforcer la participation et la responsabilité	18
Recommandations	07	Points forts des études de pays	19
Introduction	08	Afghanistan	19
Contexte de ce rapport	08	Myanmar	20
Contexte du Nexus Humanitaire-Développement pour la nutrition	09	Niger	21
Conclusions	10	Annexe 1 : Champ d'application, méthodologie, contexte et documents mentionnés lors de l'examen du dossier	22
Partager une compréhension commune du Nexus Humanitaire-Développement	10	Champ d'application	22
Les partenaires humanitaires et du développement ont besoin d'un environnement inclusif pour renforcer leurs engagements et leur efficacité	11	Méthodologie	22
Les politiques et les plans multisectoriels fournissent des opportunités de renforcer le Nexus Humanitaire-Développement pour la nutrition mais sont actuellement sous-exploités	12	Contexte	23
Les politiques et les plans nationaux liés à la nutrition ne sont pas suffisamment informés du risque et ne répondent donc pas aux chocs	13	Documents mentionnés lors de l'examen du dossier	25
Établir la confiance pour une collaboration efficace	14	Annexe 2 : Personnes interviewées	27
		Références	30
		Remerciements	31

ACRONYMES

AFSeN-A	Programme pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition en Afghanistan
CAS	États touchés par les crises
CMAM	Gestion communautaire de la malnutrition aiguë
DUE	Délégation de l'Union européenne
GNC	Cluster Nutrition Global (Global Nutrition Cluster)
GTN	Groupe Technique Nutrition
HC3N	Haut-Commissariat à l'Initiative 3N « Les Nigériens Nourrissent les Nigériens »
HDN	Nexus Humanitaire-Développement
HRP	Plan d'intervention humanitaire
I3N	Initiative 'Les Nigériens Nourrissent les Nigériens'
IMAM	Gestion intégrée de la malnutrition aiguë
MQSUN+	Maximisation de la Qualité de l'Amélioration de la Nutrition Plus
MS-NPAN	Plan d'action national multisectoriel pour la nutrition
MSP	Plateforme multipartite
NC	Groupe de la Nutrition
NCC	Coordonnateur Groupe de la Nutrition
ODD	Objectifs de développement durable
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Nations Unies
OSC	Organisation de la société civile
PNSN	Politique Nationale de Sécurité Nutritionnelle
SAG	Groupe stratégique consultatif
SUN	Mouvement pour le Renforcement la Nutrition
SMS	Secrétariat du Mouvement pour le Renforcement de la nutrition (SUN)
SUN UNN	Réseau des Nations Unies pour le Réseau SUN-Nations Unies
TASC	Assistance technique pour le renforcement des capacités
UNRC/HC	Coordonnateur résident des Nations Unies/Coordonnateur de l'action humanitaire
WASH	Eau, Assainissement et Hygiène pour tous

RÉSUMÉ

INTRODUCTION

Le Sommet mondial sur l'action humanitaire en 2016 et le « [Grand Bargain](#) » qui en a été le résultat, a été signé par un éventail des principales organisations d'aide humanitaire et des donateurs ou bailleurs de fonds, qui ont abouti à des engagements mondiaux visant à pallier les divisions existantes entre les acteurs humanitaires et du développement et à renforcer le Nexus Humanitaire-Développement (HDN) afin d'équilibrer les interventions à court-terme et les solutions à plus long terme. Les efforts convergents sont censés se concentrer sur les populations les plus vulnérables (et les plus à risque) et visent à prévenir les crises, à s'y préparer et à y faire face, afin de trouver des solutions durables aux défis à long terme.

Ce rapport explore les applications du concept du Nexus Humanitaire-Développement (HDN) dans le domaine de la nutrition dans trois États touchés par les crises – l'Afghanistan, le Niger et le Myanmar. L'étude examine les engagements existants pour renforcer le HDN

pour la nutrition, ainsi que les facteurs permettant ou limitant la collaboration entre les partenaires humanitaires et du développement. Cette étude vise à identifier les opportunités pratiques pour renforcer le HDN pour la nutrition et à tirer des leçons qui pourraient être appliquées à d'autres pays confrontés à un contexte similaire.

Ces trois études de cas de pays ont été menées entre juillet et septembre 2020. Elles comprennent des résultats et des recommandations spécifiques à chaque pays, basées sur les contributions des parties prenantes dans tous les secteurs liés à la nutrition, en plus de données et de documentation secondaires. En raison de la pandémie de COVID-19, ces études de cas ont dû se faire à distance.

Les résultats des trois études de cas ont été regroupés et analysés dans le présent rapport. Ce processus a permis d'identifier des opportunités et des solutions communes pour améliorer le HDN en matière de nutrition, ainsi que des recommandations sur la manière dont les obstacles communs peuvent être progressivement éliminés.

RÉALISER LE NEXUS HUMANITAIRE-DÉVELOPPEMENT POUR LA NUTRITION

Le développement d'un HDN étant un objectif très ambitieux, il demande l'engagement et la participation active d'un grand nombre d'acteurs et de secteurs, en trouvant des domaines de convergence et de collaboration. En premier lieu, ils doivent examiner collectivement les besoins, identifier des cibles et des objectifs communs, examiner les options d'intervention et les avantages comparatifs des différents acteurs afin de déterminer la combinaison la plus efficace de ressources et de facteurs. Ce rapport identifie les opportunités et les obstacles pour y parvenir. Il fournit également des recommandations sur la manière dont les obstacles peuvent être abordés : aider les parties prenantes à réaliser plus complètement le concept du HDN pour la nutrition et obtenir de meilleurs résultats nutritionnels pour les populations dans le besoin.

© UNICEF/UN0343185/Pazos



COMMENT UTILISER CE RAPPORT ?

Ce rapport fait état de cinq conclusions principales, qui ont été tirées d'une analyse de synthèse des trois études de cas. Chaque conclusion comprend une explication du problème principal et explore ensuite certaines conséquences de ce problème afin d'obtenir de meilleurs résultats pour les CAS. Le rapport aboutit à cinq recommandations sur la façon de renforcer le HDN pour la nutrition, ainsi qu'une série d'actions proposées pour les parties prenantes dans le secteur de la nutrition.

Le rapport comprend un résumé des principales caractéristiques de chacune des études de cas de pays, qui sont disponibles dans leur intégralité à l'adresse suivante : [GNC : études de cas](#) et [SUN : Nexus Humanitaire-Développement pour la Nutrition](#).



© UNICEF/UN051610/Rich

CONCLUSIONS

Le concept général du HDN est couramment utilisé dans les pays étudiés pour ce rapport. Cependant, les parties prenantes ont encore des difficultés à clairement définir en quoi consiste le HDN : quelle est sa pertinence pour la lutte contre la malnutrition ? Quelles sont les étapes nécessaires pour faire du HDN une réalité en matière de nutrition ? Sans une compréhension commune du HDN, les acteurs humanitaires et du développement ont du mal à collaborer pour obtenir de meilleurs résultats en matière de nutrition et, par conséquent, le HDN n'est pas encore pleinement appliqué dans le secteur de la nutrition.

Les pays où le concept et la mise en œuvre du HDN sont les plus développés sont ceux où un espace a été créé pour que les acteurs de l'humanitaire et du développement puissent se rencontrer et dialoguer. Cet environnement connaît plus de succès lorsqu'il inclut un grand nombre d'acteurs impliqués dans le secteur de la nutrition, et permet d'intégrer les perspectives locales dans les processus et mécanismes éventuels du HDN. La création de ce type d'environnement de collaboration, sans créer une charge de travail supplémentaire non nécessaire par

rapport aux résultats positifs perçus, est un équilibre délicat.

Les plans d'action multisectoriels pour la nutrition développés dans les pays étudiés offrent un cadre permettant de renforcer le HDN pour la nutrition en équilibrant les solutions à court et à plus long terme. Cependant, les ressources et les capacités limitées signifient souvent que ces plans ne sont que partiellement mis en œuvre. Étant donné que les responsables ne définissent souvent pas les priorités des plans, il est difficile pour les différents acteurs de coordonner leurs activités. Cela a conduit à des chevauchements et à des lacunes dans les domaines d'intervention ainsi qu'à des approches conflictuelles.

Les parties prenantes doivent développer de nouveaux partenariats afin d'accroître la portée des interventions prioritaires, tout en veillant à ce que les visions stratégiques des pays soient traduites en plans locaux réalisables. Des plans plus inclusifs et des partenariats complémentaires pourraient également jouer un rôle crucial en étendant les interventions à des endroits où les autorités ont une portée limitée ou inexistante.

Bon nombre de politiques, plans et programmes de nutrition dans les pays

étudiés ne sont pas suffisamment informés des risques. De ce fait, lorsque des crises se produisaient, il était souvent difficile de positionner les interventions liées à la nutrition dans le cadre de la réponse humanitaire globale. Les acteurs humanitaires et les organismes spécialisés dans la gestion des catastrophes ont souvent été laissés seuls pour diriger les interventions d'urgence en matière de nutrition, créant ainsi des structures parallèles qui n'ont pas réussi à réagir à temps et à l'échelle voulue. Des opportunités ont également été manquées de renforcer les capacités nationales et locales pour assurer la continuité des services en cas d'urgence.

Créer le HDN exige une participation et un engagement partagés de tous les acteurs : autorités nationales et locales, communautés, organismes humanitaires, ainsi que les donateurs de développement, les Nations Unies (ONU) et la société civile. À l'heure actuelle, on perçoit un manque de responsabilité pour les résultats et une transparence insuffisante sur les défis et les échecs. Cela compromet la confiance mutuelle et signifie que certains acteurs, confrontés à des priorités concurrentes, sont réticents à consacrer du temps et des ressources pour s'engager dans les processus du HDN.

RECOMMANDATIONS

1. Développer une compréhension commune du Nexus Humanitaire-Développement avec toutes les parties prenantes concernées en matière de nutrition, y compris au niveau infranational.

L'engagement dans l'approche du HDN nécessite de développer une compréhension commune des avantages supplémentaires qui pourraient être générés, d'identifier les domaines où les efforts peuvent converger ou s'aligner et de définir quels rôles, responsabilités et principes cela implique pour chaque partie prenante.

2. Construire une collaboration humanitaire-développement dans chaque pays sur des priorités et des objectifs communs et partagés en matière de nutrition.

Une compréhension partagée des besoins, des priorités et des objectifs communs est fondamentale pour établir la base d'une collaboration efficace entre les acteurs de l'aide humanitaire et du développement et pour motiver les parties prenantes clés à participer.

3. Assurer un environnement sûr et approprié afin que les partenaires humanitaires et du développement impliqués dans la nutrition puissent se rencontrer et collaborer.

Un environnement sûr est celui dans lequel toutes les parties font preuve de respect et de compréhension pour les mandats, les compétences spécifiques, les principes et les approches de chacun. Dans les pays où les mécanismes de coordination sont plus ouverts à tous les secteurs et à toutes les parties prenantes au-delà de ce que l'on appelle la fracture du développement humanitaire, le contexte est plus favorable à la définition d'objectifs communs et à l'élaboration des plans d'action alignés.

4. Privilégier, planifier et impliquer les acteurs humanitaires pour soutenir la mise en œuvre des plans d'action nationaux multisectoriels pour la nutrition.

Les plans multisectoriels pour la nutrition devraient jouer un rôle clé dans le renforcement de la résilience

nutritionnelle des populations vulnérables et la réduction des besoins humanitaires. Cependant, ils sont souvent insuffisamment financés et doivent donc être hiérarchisés en fonction des zones géographiques où les besoins nutritionnels sont les plus importants et où le renforcement de la résilience serait le plus efficace. Cette priorité partagée entre l'humanitaire et le développement pourrait également contribuer à renforcer la préparation et les interventions en cas de catastrophe.

5. Renforcer la participation et la responsabilité pour de meilleurs résultats.

La mise en place d'un HDN efficace nécessite la participation et l'engagement de tous les acteurs. Il faut soutenir un engagement et une implication durables par une réelle et significative participation d'un large éventail d'acteurs, des résultats tangibles et démontrés liés à un mécanisme de responsabilité précis.



INTRODUCTION

CONTEXTE DE CE RAPPORT

Ce rapport a été commandé par le Cluster Nutrition Global (GNC) et le Secrétariat du Mouvement pour le Renforcement de la Nutrition (SUN). Il présente les expériences du secteur de la nutrition dans les États touchés par les crises (CAS) et propose des options pour renforcer le Nexus Humanitaire-Développement (HDN) afin d'obtenir de meilleurs résultats en matière de nutrition. L'objectif de l'étude est d'identifier les opportunités et les solutions pratiques. Cette analyse n'est donc pas exhaustive mais utilitaire : seuls les aspects pertinents des contextes sont présentés. L'accent est mis sur les facteurs permettant ou limitant la collaboration entre les partenaires humanitaires et du développement, ainsi que sur leur engagement à renforcer le HDN en faveur de la nutrition. Ce rapport est le fruit du travail effectué par le GNC et le Mouvement SUN depuis plusieurs années pour

documenter les expériences et les bonnes pratiques. Ce travail a fourni des orientations et a conduit à l'élaboration d'instruments spécifiques afin de créer un HDN pour la nutrition dans les CAS. Celui-ci comprenait notamment une note d'orientation commune GNC/SUN qui a été envoyée à tous les coordonnateurs humanitaires par le Coordonnateur d'urgence et Secrétaire général adjoint de l'ONU de l'époque, Stephen O'Brien, en 2017.

Le rapport fondé sur trois études de cas de pays – l'Afghanistan, le Myanmar et le Niger – examine comment les partenaires humanitaires et du développement travaillent ensemble pour améliorer la nutrition. Les études de cas de pays ont fourni la possibilité d'impliquer les principales parties prenantes dans cet examen et de formuler des recommandations concrètes. Il s'agit notamment des contributions des membres des Groupes de la Nutrition et de la coordination, des plateformes multipartites (MSP) de SUN, des représentants

des gouvernements, de la société civile et des organismes des Nations unies, ainsi que des données secondaires et de la documentation. L'étude a été menée entre juillet et septembre 2020. En raison de la pandémie de COVID-19, les études de cas ont dû se faire à distance, limitant d'une certaine manière l'interaction avec les parties prenantes.

Dans les pays inclus dans l'étude, certaines régions ont souffert de crises prolongées et récurrentes. Malgré cela, la dichotomie désuète entre la réponse humanitaire et la programmation du développement est toujours utilisée. Les interventions humanitaires deviennent ainsi la source quasi exclusive de financement pour répondre aux besoins en matière de nutrition dans les situations d'urgence. Très peu de considération est accordée à la nature persistante ou récurrente des crises et aux avantages qu'il y a à investir dans le renforcement de la résilience à moyen et long terme.

¹ Disponible à l'adresse suivante : [UNSCN.org](https://unscn.org)

© UNICEF/UN0372517/Ryeng

CONTEXTE DU NEXUS HUMANITAIRE-DÉVELOPPEMENT POUR LA NUTRITION

En 2016, le Sommet mondial sur l'action humanitaire a mis l'accent sur la nécessité de combler le fossé entre l'humanitaire et le développement. L'objectif était d'apporter des changements à long terme et de réduire les risques et les vulnérabilités, dans un contexte de fragilité et de besoins croissants en raison du changement climatique, des catastrophes naturelles et des conflits. *Le Grand Bargain*² met également l'accent sur l'importance de partenariats spécifiques au contexte et axés sur les résultats et sur la responsabilité pour répondre aux besoins de manière cohérente et globale dans le cadre d'un HDN.

Le HDN est généralement perçu dans le contexte de la « Nouvelle méthode de travail ». La nouvelle méthode de travail peut être décrite comme agissant sur plusieurs années, sur la base de l'avantage comparatif d'un éventail diversifié d'acteurs, en vue de résultats collectifs. Dans la mesure du possible, ces efforts devraient renforcer et consolider les capacités qui existent déjà aux niveaux national et local.³ Cette méthode structure le travail des acteurs dans le domaine humanitaire et du développement, ainsi que des homologues nationaux et locaux, en vue de soutenir les résultats collectifs qui réduisent les risques et les vulnérabilités. Elle prévoit également des contributions à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

Il est de plus en plus évident que l'investissement dans la sécurité nutritionnelle contribue à la construction de la paix, de la stabilité et au développement du capital humain. Assurer la sécurité nutritionnelle pour tous est un exploit crucial mais néanmoins complexe, qui nécessite la collaboration de divers secteurs et de multiples acteurs. La collaboration doit se faire dans le cadre



© UNICEF/UN0410208/LeVu

d'une approche intégrée visant à améliorer l'accès à des régimes alimentaires plus sains, aux services de nutrition, à l'eau, à l'assainissement, à l'éducation, à l'hygiène, à la santé et aux services de protection sociale.

Dans ce contexte, le concept du HDN est particulièrement pertinent pour la nutrition en tant que secteur dans lequel les résultats dépendent fortement des interventions multisectorielles et multidimensionnelles. Le HDN appelle à une plus grande flexibilité de toutes

les parties prenantes afin de dépasser les mandats et les rôles traditionnels des acteurs humanitaires et du développement. Il est nécessaire d'anticiper, de se préparer et de répondre aux crises tout en s'attaquant aux causes sous-jacentes de la malnutrition et en réduisant les besoins. Les interventions à court-terme doivent être équilibrées par des solutions à plus long terme, permettant une meilleure complémentarité et un renforcement mutuel des actions humanitaires et du développement.

² Un accord entre les principaux donateurs et les organisations humanitaires, qui vise à améliorer l'efficacité et la performance de l'action humanitaire dans les pays touchés par les crises. Pour de plus amples informations, consultez le site à l'adresse suivante : interagencystandingcommittee.org.

³ Voir OCHA, 2017, Nouvelle méthode de travail, pour une description et une définition plus détaillées des termes utilisés. Disponible à l'adresse suivante : UNOCHA.org

CONCLUSIONS

PARTAGER UNE COMPRÉHENSION COMMUNE DU NEXUS HUMANITAIRE-DÉVELOPPEMENT

Le concept général du HDN est bien établi dans les pays étudiés pour ce rapport. Malgré cela, le concept n'est pas encore pleinement appliqué au contexte et aux défis spécifiques du secteur de la nutrition. Les parties prenantes ont encore des difficultés à exprimer clairement ce qu'est le HDN dans la pratique opérationnelle : comment il est pertinent pour la lutte contre la malnutrition ? Quelles sont les étapes nécessaires pour faire du concept du HDN pour la nutrition une réalité ? Sans une compréhension commune du HDN par rapport à un contexte spécifique, il est difficile pour les acteurs humanitaires et du développement de construire ensemble des résultats plus solides en matière de nutrition.

S'engager dans une approche du HDN nécessite une compréhension commune de la manière dont cela conduira à de meilleurs résultats en matière de nutrition, des domaines de convergence et de concordance, et de ce que cela implique pour chaque partie prenante en termes de rôles, de responsabilités et de principes d'engagement. Il y a des différences considérables entre les parties prenantes en ce qui concerne le niveau et les variations de compréhension du concept du HDN ainsi que l'appréciation des avantages potentiels et des méthodes pour y parvenir. Cela crée un obstacle immédiat à une participation significative aux processus du HDN, car les participants ne disposent pas d'un langage commun pour aborder les questions et ont souvent des calendriers divergents.

Une mauvaise conception que l'on retrouve fréquemment consiste à confondre l'approche du HDN avec la coordination. Les interventions en matière de nutrition sont souvent mises en œuvre dans les mêmes lieux et par le biais des mêmes structures et services par les programmes humanitaires et de développement. Cela inclut les situations où les programmes humanitaires se substituent aux fonctions gouvernementales, notamment dans des zones peu accessibles. Si cela peut créer des opportunités de collaboration, le regroupement des programmes humanitaires et de développement ne suffit pas à lui seul à garantir l'identification d'objectifs communs et l'élaboration de méthodes d'intervention complémentaires. L'absence d'objectifs et d'attentes communs peut entraîner une répétition des efforts qui risque de compromettre la durabilité à long terme des interventions. Par ailleurs, cela empêche l'élaboration d'une approche multisectorielle globale de la nutrition - une approche qui traiterait à la fois de la malnutrition et de ses causes sous-jacentes par un équilibre efficace entre les interventions spécifiques à la nutrition⁴ et sensibles à la nutrition.⁵

Le degré de visibilité et l'accès à l'information et aux discussions techniques et stratégiques sur le HDN varient considérablement d'une partie prenante à l'autre. Ceci est le résultat direct du leadership des différentes parties prenantes et des ressources dont elles disposent. Pour s'engager pleinement dans le HDN, il faut investir des ressources humaines et financières dans des réunions, des ateliers, des formations et le renforcement des capacités. Les organisations et les services gouvernementaux de petite taille ou disposant de peu de moyens

financiers sont souvent dépourvus de cet investissement, ce qui pourrait les exclure d'une participation pleine et entière au HDN.

Bien que les partenaires humanitaires soient plus conscients des engagements du « Grand Bargain » et de la manière dont ils sont liés au HDN, les études de cas ont montré que les partenaires humanitaires et du développement sont intéressés par le potentiel d'une approche HDN pour la nutrition. Toutefois, tous deux demandent des éclaircissements supplémentaires sur les objectifs et les avantages potentiels (en termes de résultats nutritionnels) avant d'engager des ressources limitées, pour lesquelles il existe des demandes concurrentes.

L'impact de la crise COVID-19 actuelle a de nouveau mis en évidence la nécessité de renforcer les liens entre les programmes humanitaires et du développement. Cela s'est déjà traduit par un intérêt accru des parties prenantes pour explorer comment une approche du HDN pourrait conduire à une utilisation plus efficace des ressources et, au final, à de meilleurs résultats.

Ce serait également une bonne occasion de rappeler aux parties prenantes concernées leur engagement envers les 11 principes du [Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées](#) de 2015 du Comité de la sécurité alimentaire mondiale qui sont tous toujours très pertinents et qui sous-tendent le concept du HDN pour la nutrition.

⁴ Les interventions et programmes spécifiques à la nutrition s'attaquent aux déterminants immédiats de la malnutrition et du développement - alimentation adéquate et apport de nutriments, alimentation, soins et pratiques parentales, et faible charge de morbidité des maladies infectieuses.

⁵ Les interventions ou programmes sensibles à la nutrition s'attaquent aux déterminants sous-jacents de la nutrition et du développement du fœtus et de l'enfant - sécurité alimentaire, ressources adéquates pour les soins dispensés aux mères, aux ménages et aux communautés, et accès aux services de santé et à un environnement sûr et hygiénique - et intègrent des objectifs et actions spécifiques en matière de nutrition.

LES PARTENAIRES HUMANITAIRES ET DU DÉVELOPPEMENT ONT BESOIN D'UN ENVIRONNEMENT INCLUSIF POUR RENFORCER LEURS ENGAGEMENTS ET LEUR EFFICACITÉ

Les pays où le concept et la mise en œuvre d'un HDN sont les plus développés sont ceux où un espace a été créé pour que les acteurs de l'humanitaire et du développement puissent se rencontrer. Les espaces les plus efficaces sont ceux qui regroupent un large éventail d'acteurs du secteur de la nutrition et qui garantissent que les perspectives locales sont prises en compte dans les processus et mécanismes du HDN. Atteindre un tel espace sans créer de charge de travail supplémentaire inutile est un équilibre délicat.

Les études de cas ont montré que les pays sont plus avancés dans l'identification des objectifs communs et dans l'élaboration d'initiatives et d'activités communes lorsque les mécanismes de coordination sont plus inclusifs. La création d'un HDN pour la nutrition nécessite un dialogue régulier entre les acteurs humanitaires et du développement afin d'identifier des domaines de travail communs ; ainsi qu'un accord sur les approches de mise en œuvre et un suivi commun des progrès. Cependant, les organisations et les individus étant souvent à la limite de leurs capacités, faciliter un tel dialogue ne peut pas signifier créer une autre série de processus et de réunions.

En l'absence de plans stratégiques communs, les organisations et les institutions

peuvent échanger des informations mais ne pas collaborer systématiquement vers des objectifs communs et dans le cadre de plans d'action communs. Des décalages critiques subsistent entre les politiques, plans, financements et programmes humanitaires et du développement, ainsi que l'absence d'inclusion de toutes les parties prenantes clés, en particulier des acteurs locaux et des populations touchées.

Bien qu'il soit une priorité dans les pays étudiés, le secteur de la nutrition est toujours insuffisamment financé. La concurrence qui en résulte pour les ressources, le pouvoir et les positions, conduit à des comportements non coopératifs, tels que la plantation de drapeaux et la trop forte protection des mandats. Même au sein des structures de coordination existantes, certaines parties prenantes ayant une expérience, des compétences et des connaissances locales très pertinentes, ne disposent pas de ressources suffisantes pour maintenir une participation régulière aux activités de coordination, de planification et d'élaboration de stratégies. C'est particulièrement le cas pour les acteurs locaux de la société civile, où le recours à un financement à court-terme est basé sur des projets conduit à privilégier la mise en œuvre au détriment des activités du secteur plus large. Mais, de même, les autorités locales, qui peuvent avoir une responsabilité prescrite en matière de nutrition, peuvent aussi avoir du mal à mobiliser les ressources et le temps nécessaires pour participer pleinement à ces processus.

Les organismes, les institutions et les groupes qui disposent des ressources nécessaires pour consacrer du temps et de l'énergie à des processus communs sont mieux placés pour exercer une

influence sur l'élaboration des politiques et des stratégies. Cette position d'influence se perpétue car lorsque certaines organisations dominent clairement le processus, la motivation des autres organisations à participer est réduite. Les acteurs disposant de ressources limitées cesseront de participer s'ils ne se sentent pas les bienvenus, respectés et entendus. L'attribution des rôles et responsabilités à l'appui des objectifs et activités communs devrait refléter la réalité des ressources de chaque partie prenante engagée, mais aussi leurs domaines d'expertise et leurs atouts. Par exemple, la responsabilité d'aider les autorités locales à renforcer leurs capacités en matière de programmes de nutrition peut être mieux placée auprès des organisations de la société civile, qui ont une connaissance approfondie du contexte local. Toutefois, si ces organisations ne disposent pas de ressources, d'accès et/ou d'influence suffisants, cela pourrait leur être fourni par d'autres, au lieu que d'autres le fassent simplement à leur place, sans avoir les meilleures compétences pour ce rôle.

Chaque secteur et ministère dispose de ses propres mécanismes et processus de coordination des partenaires, y compris différents niveaux de coordination allant des comités de la haute direction aux groupes de travail techniques spécifiques. Parmi ce personnel, certains participent également à des mécanismes multisectoriels et multipartites, tels que les plateformes multipartites SUN et les groupes de travail et clusters du secteur de la nutrition. Cela crée une charge de travail non viable pour les individus mais signifie également que, parfois, les parties prenantes ne voient guère de différence fonctionnelle entre des plateformes de coordination apparemment distinctes.

© UNICEF/UN0372528/



LES POLITIQUES ET LES PLANS MULTISECTORIELS FOURNISSENT DES OPPORTUNITÉS DE RENFORCER LE NEXUS HUMANITAIRE-DÉVELOPPEMENT POUR LA NUTRITION MAIS SONT ACTUELLEMENT SOUS-EXPLOITÉS

Les plans d'action multisectoriels pour la nutrition élaborés dans les pays étudiés offrent un cadre permettant de renforcer le HDN pour la nutrition en équilibrant les actions à court et à long terme. Toutefois, le niveau d'ambition des plans d'action multisectoriels n'est souvent pas reflété par les ressources et les capacités disponibles pour la mise en œuvre. Ces plans ne sont souvent pas priorisés et, par conséquent, il est difficile pour les différents acteurs d'aligner au mieux leurs actions. Cela peut entraîner des chevauchements et des lacunes dans les domaines d'intervention et des approches contradictoires. Il est nécessaire de développer de nouveaux partenariats, d'accroître la couverture des programmes ayant des priorités communes et de veiller à ce que les visions stratégiques soient traduites en plans locaux réalisables. Des plans d'action multisectoriels dont les priorités sont définies conjointement pourraient également jouer un rôle crucial dans l'extension des interventions dans les endroits où les autorités ont une portée limitée ou inexistante.

Dans tous les pays étudiés, des progrès considérables ont été réalisés dans la

compréhension de la nutrition en tant que facteur clé du développement à long terme, grâce à une approche multipartite et à des politiques et plans multisectoriels qui sont pris en charge et soutenus au plus haut niveau politique. Les plans multisectoriels sont souvent ambitieux et motivants. Ils intègrent des programmes dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement, de la santé, de l'éducation et de la protection sociale, ainsi que des questions transversales telles que la sensibilisation à l'environnement et le genre. Pour réaliser pleinement l'ambition de ces plans multisectoriels, il faudrait un large éventail d'interventions et des ressources importantes pour les soutenir. En l'absence de ressources suffisantes, les interventions sont souvent définies comme prioritaires différemment par les différentes parties prenantes, de sorte que l'approche multisectorielle n'est pas pleinement opérationnelle. Cela limite également les opportunités de convergence et de transition entre la programmation humanitaire et du développement.

Bien qu'il y ait quelques tentatives de donner la priorité aux interventions identifiées dans les plans multisectoriels, cette priorité n'est pas toujours en accord avec les ressources limitées disponibles dans le pays. Il en résulte que les progrès vers les objectifs globaux des plans multisectoriels sont inégaux. Bien souvent, les parties prenantes peuvent se sentir dépassées par la portée des plans et ne pas savoir où elles doivent diriger leurs premiers efforts. Certains éléments du plan peuvent être réalisés par le biais de projets et de programmes spécifiques.

Toutefois, les actions et les lieux peuvent être déterminés par la disponibilité de financements à court-terme et influencés par les priorités des acteurs qui ne sont pas pleinement impliqués dans le développement et/ou engagés à soutenir l'approche globale du plan multisectoriel.

Reconnaître que l'ambition de ces plans multisectoriels signifie qu'une approche progressive pour atteindre les objectifs globaux est essentielle, devrait permettre une priorité et une affectation significatives des ressources limitées. Cette approche progressive devrait se traduire par des plans d'action individuels pour les zones locales, soutenus par un budget approprié et réel. L'implication des acteurs humanitaires et locaux dans la définition des priorités et la mise en œuvre des plans multisectoriels est un élément essentiel de la réalisation du HDN et pourrait conduire à de meilleurs résultats en matière de nutrition pour la population.

Les acteurs humanitaires et locaux sont bien placés pour fournir des informations contextuelles et une meilleure compréhension des facteurs responsables de la malnutrition. Cela pourrait contribuer à une meilleure définition des priorités des plans multisectoriels et plaider en faveur d'une augmentation des ressources allouées à la nutrition. Dans la conclusion précédente, il a été identifié que les partenaires humanitaires et du développement avaient besoin d'un espace inclusif pour se rencontrer. C'est une première étape nécessaire pour mieux impliquer les partenaires humanitaires dans la mise en œuvre des plans multisectoriels.

Dans les trois pays analysés, les parties prenantes reconnaissent que seules des interventions préventives peuvent réduire durablement les besoins humanitaires, traiter toutes les formes de malnutrition et contribuer au développement humain. Toutefois, il est encore difficile de suivre les investissements dans le renforcement de la sécurité et de la résilience en matière de nutrition, et de déterminer comment le financement humanitaire et du développement pourraient être mieux alignés à cette fin. Actuellement, la majorité des initiatives signalées par les parties prenantes sont soit des interventions humanitaires destinées à soulager les souffrances immédiates et à sauver des vies, soit des interventions de développement axées sur la nutrition.

© UNICEF/UNI213367/Tremeau





© UNICEF/UN0343024/Naftalin

LES POLITIQUES ET LES PLANS NATIONAUX LIÉS À LA NUTRITION NE SONT PAS SUFFISAMMENT INFORMÉS DU RISQUE ET NE RÉPONDENT DONC PAS AUX CHOCs

Les politiques, plans et programmes liés à la nutrition adoptés par les pays, souvent, ne sont pas suffisamment informés des risques pour répondre efficacement aux chocs. Cela signifie que lorsqu'une crise survient, les acteurs humanitaires et les organismes spécialisés dans la gestion des catastrophes sont souvent laissés seuls pour diriger l'intervention à l'urgence nutritionnelle, ce qui peut même compromettre la continuité des autres services publics et des programmes de développement à plus long terme.

Dans toutes les études de pays, la responsabilité première de la préparation et de l'intervention aux catastrophes - y compris la réponse nutritionnelle - incombe actuellement aux institutions nationales spécialisées (protection civile, organismes de gestion des catastrophes, protection sociale) et aux organisations humanitaires.

L'absence de planification et de budgétisation au niveau national pour une réponse plus systématique aux crises prolongées et récurrentes signifie que la continuité des services publics pendant une crise n'est pas assurée. Les personnes les mieux placées pour diriger la première phase d'intervention à une crise nutritionnelle - les communautés locales elles-mêmes et les autorités locales - n'ont souvent pas les capacités et les ressources nécessaires pour le

faire de manière efficace. Même pour les crises qui sont prévisibles et récurrentes et dont l'intervention devrait être du ressort des autorités, il n'y a souvent pas d'autre alternative que la réponse menée par les acteurs humanitaires et la mobilisation de ressources extérieures importantes. Le temps nécessaire pour mobiliser et déployer ces ressources peut retarder l'intervention initiale à une crise, entraînant des besoins et des souffrances supplémentaires.

Il y aura toujours des crises exceptionnelles d'une ampleur et d'une gravité dépassant la capacité des institutions nationales à apporter seules une réponse globale. C'est à ce moment qu'il y a un besoin évident d'aide humanitaire et de mobilisation de ressources. Les acteurs humanitaires de premier plan ont un avantage comparatif évident pour apporter une intervention dans ces crises exceptionnelles en raison de leur impartialité, leur indépendance, leurs compétences et leurs expériences spécifiques. À l'heure actuelle, cet avantage comparatif est partiellement compromis par le fait que les acteurs humanitaires doivent également diriger l'intervention aux crises récurrentes et traiter les problèmes structurels qui contribuent à la malnutrition. Cela a pour conséquence de détourner des ressources limitées de leur mandat principal et peut limiter leur capacité à répondre efficacement à de nouvelles crises exceptionnelles.

Les parties prenantes humanitaires sont conscientes de la nature prolongée des crises et ont réagi en élaborant des stratégies pluriannuelles. Parallèlement, les partenaires du développement augmentent la flexibilité de leurs instruments de financement et d'intervention, mais manquent parfois de plans de prépara-

tion et d'intervention aux catastrophes bien coordonnés et pris en charge par les gouvernements, à soutenir.

Il existe de très bons exemples de la manière dont le risque et la préparation peuvent être intégrés dans les politiques et les plans contribuant à la nutrition, dans tous les secteurs. Il s'agit notamment de la [Gestion communautaire de la malnutrition aiguë](#). Mais ils sont encore l'exception et des efforts supplémentaires sont nécessaires pour s'assurer que ces approches sont pleinement intégrées dans les services gouvernementaux et non dirigées par des organismes externes. Dans les études de cas, il est apparu que l'intégration de la réduction des risques et de la préparation aux catastrophes progressait davantage dans certains secteurs, tels que l'assistance alimentaire ou la protection sociale. Cependant, dans la plupart des autres secteurs contribuant à la nutrition, celui-ci était toujours décalé, malgré des expériences réussies et des outils et approches conceptuelles préexistants. La crise COVID-19 a montré que lorsque des crises de grande ampleur se produisent, seuls les gouvernements peuvent mener efficacement une intervention véritablement multisectorielle, à laquelle les partenaires humanitaires et du développement peuvent s'aligner. Ces interventions nationales globales nécessitent toutefois la participation de tous les secteurs, organismes gouvernementaux et partenaires. L'ampleur de la crise - tant les effets directs de la maladie que les effets socio-économiques secondaires - a exacerbé de nombreuses vulnérabilités préexistantes. Elle a également souligné l'importance d'inclure la préparation dans les approches nutritionnelles et de veiller à ce qu'elles soient adaptées aux chocs.

ÉTABLIR LA CONFIANCE POUR UNE COLLABORATION EFFICACE

La construction d'un HDN exige une participation et un engagement partagés de tous les acteurs : autorités nationales et locales, communautés, agences humanitaires, ainsi que les donateurs de développement, l'ONU et la société civile. Il y a cependant souvent un manque perçu de responsabilisation (responsabilité pour les résultats) et de transparence sur les défis et les échecs. Cela peut compromettre la confiance mutuelle et signifie que certains acteurs, confrontés à des priorités concurrentes, sont réticents à consacrer du temps et des ressources pour s'engager dans les processus du HDN.

Il existe un nombre croissant de travaux sur le concept du HDN pour la nutrition, qui explore l'environnement favorable nécessaire pour une approche HDN réussie. Il existe différents cadres pour cela, et ils couvrent généralement un grand nombre des mêmes éléments, tels que la politique et la gouvernance, le financement, la connaissance et l'utilisation de preuves, et la capacité humaine. Toutefois, les trois études de cas par pays réalisées pour ce rapport (voir les résumés ci-dessous ou consulter les études par pays complètes), ont

également souligné que l'établissement d'une collaboration solide par le biais du HDN était en grande partie une question de confiance. La confiance dans la démonstration de bénéfices et de résultats tangibles ; la confiance dans des partenariats efficaces, actifs et respectueux ; la confiance dans la valorisation de vos contributions ; et la volonté de collaborer véritablement et de s'adapter si nécessaire. La confiance est sans doute encore plus cruciale pour obtenir des résultats durables en matière de nutrition, ce qui nécessite la contribution d'un large éventail de secteurs et d'acteurs.

Les trois études de cas ont souligné que de nombreuses parties prenantes - tant des organisations que des individus - sont encore réticentes à s'engager dans les processus de coordination et du HDN. Cela est souvent dû au fait que, d'après leur expérience d'autres processus de collaboration, ils ne croient pas que les processus et les résultats seront transparents et que les acteurs seront tenus responsables des résultats obtenus. Cette barrière de confiance existe même lorsque les ressources ne sont pas un obstacle à la participation.

Il existe des engagements en matière de responsabilité et de planification pour les principales parties prenantes du secteur, notamment dans le cadre de plans de

mise en œuvre multisectoriels et de plateformes multipartites. Toutefois, ces engagements ne sont pas systématiquement respectés. Dans certains cas, des processus de responsabilisation existent déjà, mais ne sont pas mis en œuvre.

La conclusion selon laquelle les plans multisectoriels sont trop ambitieux et que la priorité accordée aux activités les plus importantes fait parfois défaut, a un impact sur la confiance. De nombreuses personnes interviewées ont insisté sur la nécessité d'établir des feuilles de route claires et de poursuivre quelques priorités claires plutôt que de multiples. Cela permettrait de se concentrer sur des résultats et un impact concret, et de créer des mesures objectives pouvant être utilisées pour aider à comprendre le succès ou l'échec des interventions. Tirer les leçons des échecs et adapter les interventions de manière transparente et inclusive est essentiel pour instaurer la confiance entre toutes les parties prenantes du secteur.

Cela peut également être un facteur important pour aider à déclencher un soutien politique et financier en faveur de programmes ou de processus spécifiques. Et pourrait aider à s'adapter aux changements politiques, qui peuvent affecter les institutions et les processus.



© UNICEF/UN0259882/Raab

RECOMMANDATIONS

DÉVELOPPER UNE COMPRÉHENSION COMMUNE ET CLAIREMENT ARTICULÉE DU NEXUS HUMANITAIRE- DÉVELOPPEMENT

Cela devrait avoir lieu entre toutes les parties prenantes concernées par la nutrition, y compris au niveau infranational. S'engager dans une approche du HDN nécessite de développer une compréhension commune des bénéfices supplémentaires qui pourraient être générés. Il faut également identifier les domaines dans lesquels les efforts peuvent converger ou s'aligner et quels rôles, responsabilités et principes d'engagement cela implique pour chaque partie prenante.

Actions recommandées

Les coordonnateurs du secteur/ groupe de la nutrition et les interlocuteurs gouvernementaux de SUN, soutenus par le GNC, le SMS et les réseaux globaux du Mouvement SUN :

- Veiller à ce que la documentation existante sur le HDN soit partagée, y compris les bonnes pratiques, et favoriser l'échange d'expériences.
- Mettre à disposition les documents et conseils pertinents sur les sites web du GNC et de SUN.
- Inclure les briefings HDN dans les événements nationaux pertinents et dans toutes les sessions de formation sur le renforcement des capacités.
- Assurer l'inclusion et la participation à tous les niveaux - du niveau national aux communautés touchées - dans les formations et les ateliers sur l'HDN.

Le Coordonnateur Résident des Nations Unies/Coordonnateur de l'action humanitaire (UNCR/HC) :

- Être le champion d'un HDN pour la nutrition en facilitant et en défendant un HDN au plus haut niveau politique et technique.



© UNICEF/UNI212823/Zhanibekov

Le coordonnateur et le leadership de SUN :

- Promouvoir le HDN au sein de l'Initiative SUN.
- Utiliser leur position de leader pour promouvoir et protéger régulièrement le HDN au niveau mondial ainsi qu'au niveau national.

CONSTRUIRE AUTOUR DE PRIORITÉS ET D'OBJECTIFS COMMUNS

Une compréhension partagée des besoins, des priorités et des objectifs est fondamentale pour établir le fondement d'une collaboration efficace entre les acteurs humanitaires et du développement et pour motiver les principales parties prenantes à participer à un HDN.

Actions recommandées

Les coordonnateurs du secteur/ groupe de la nutrition et les interlo- cuteurs gouvernementaux de SUN (points focaux SUN) :

- Organiser des sessions de travail communes dédiées pour assurer une compréhension commune des besoins nutritionnels, des groupes cibles et des causes liées avec tous les secteurs concernés (nutrition, santé, WASH, sécurité alimentaire et agriculture, protection de l'enfance, éducation et autres selon les besoins).
- Organiser des sessions de travail communes avec tous les secteurs et les partenaires humanitaires et du développement contribuant à la nutrition, afin d'identifier des objectifs communs spécifiques

et les priorités à poursuivre. Par exemple, améliorer la préparation aux crises nutritionnelles, renforcer les systèmes, convenir de sujets pour un plaidoyer commun et une mobilisation commune des ressources.

- Établir des priorités pour les activités visant à rendre le HDN opérationnel, en fonction de critères d'urgence, d'efficacité et/ou de viabilité.
- Faciliter l'élaboration de plans d'action alignés et les inclure dans les ordres du jour pertinents des groupes, des groupes de travail sectoriels, des plans d'intervention humanitaire et des plans de développement nationaux.
- Faciliter le développement d'un suivi commun.

Le secteur/groupe de la nutrition infranational et les membres décen- tralisés de SUN :

- Organiser des sessions spécifiques et inclusives pour les parties prenantes actuelles et potentielles afin d'améliorer la compréhension du HDN et d'identifier des domaines spécifiques de convergence et de collaboration.

Le GNC, SMS et les réseaux globaux du Mouvement SUN :

- Soutenir les coordonnateurs des groupes/secteurs de la nutrition et les interlocuteurs et réseaux nationaux de SUN afin de mobiliser l'assistance technique requise - si elle n'est pas disponible dans le pays - par le biais de contrats et de projets existants (Alliance technique GNC, Assistance technique pour le renforcement des capacités de SUN (TASC), etc.).

ASSURER UN ESPACE DE RÉUNION SÛR POUR LES PARTENAIRES HUMANITAIRES ET DU DÉVELOPPEMENT EN MATIÈRE DE NUTRITION

Dans les pays où les mécanismes de coordination sont plus inclusifs de tous les secteurs et de toutes les parties prenantes à travers ce qu'on appelle la « fracture humanitaire et de développement », les acteurs sont plus susceptibles de s'entendre sur des objectifs communs et de développer des plans d'action alignés. Les acteurs humanitaires et du développement ont besoin d'un espace pour se rencontrer et collaborer.

Actions recommandées

Les coordonnateurs du secteur/ groupe de la nutrition et les interlocuteurs gouvernementaux de SUN (points focaux SUN) :

- Mener un plaidoyer conjoint pour le développement et/ou le renforcement d'un mécanisme de coordination sectorielle spécifique à la nutrition, dans le cadre d'une plateforme multisectorielle. Cela vise à prévenir la malnutrition sous toutes ses formes et dans tous les contextes et à contribuer à la lutte contre la vulnérabilité multidimensionnelle.
- Créer des sessions de travail communes pour les acteurs humanitaires et du développement contribuant à la nutrition afin de partager et de coordonner.
- Faciliter l'inclusion et la représentation de toutes les parties prenantes, y compris celles qui ne sont présentes qu'au niveau infranational, en facilitant l'accès physique ou en offrant des possibilités de communication à distance.

Le GNC, SMS et les réseaux mondiaux de SUN :

- Soutenir le plaidoyer pour la mobilisation des ressources afin d'assurer l'inclusion et la participation de toutes les parties prenantes dans les mécanismes de coordination communs.
- Inciter les homologues nationaux à agir de manière proactive pour



© UNICEF/UN0372081/Alzekri

comblent le fossé entre l'humanitaire et le développement.

- Fournir un soutien politique et technique si nécessaire.

Le UNCR/HC :

- Promouvoir la coordination et la collaboration intersectorielles entre les acteurs humanitaires et du développement, conformément aux engagements mondiaux pris par les Nations Unies dans le cadre de la Nouvelle méthode de travail.
- Mener un plaidoyer pour une meilleure prise en compte de la spécificité et du professionnalisme de la nutrition en tant que secteur indépendant principal plutôt que sous-thème d'un autre secteur (sécurité alimentaire, santé) tout en contribuant efficacement aux priorités et ressources programmatiques multisectorielles intégrées, selon des principes convenus d'un commun accord.
- Examiner les mécanismes de coordination nationaux et infranationaux existants pour le développement et l'aide humanitaire ; et suggérer des moyens de les rationaliser afin de garantir

un système de coordination multisectoriel et intersectoriel plus efficace, holistique et inclusif.

- Conjuguer l'expérience et les connaissances humanitaires et de développement lors de l'élaboration de Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF) et de plans d'intervention humanitaire (HRP) alignés. Veiller à ce que des liens précis entre les deux soient bien articulés au sein du UNSDCF et de HRP.
- Assurer une représentation appropriée des OSC de base dans les principaux organes et systèmes de coordination.

Le coordonnateur et le leadership de SUN :

- Encourager le UNCR/HC à faire preuve de leadership dans la promotion d'une coordination et d'une collaboration intersectorielles solides entre les acteurs humanitaires et du développement, en accord avec les engagements mondiaux pris par les Nations Unies dans le Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition en cas de crise prolongée et de la Nouvelle méthode de travail.

SOUTENIR L'IMPLICATION DES ACTEURS HUMANITAIRES DANS LA CONCEPTION ET LA MISE EN ŒUVRE DE PLANS NUTRITIONNELS NATIONAUX MULTISECTORIELS

Les plans nationaux multisectoriels de nutrition devraient jouer un rôle clé dans le renforcement de la résilience nutritionnelle des populations vulnérables et la réduction des besoins humanitaires. Cependant, ces plans sont souvent très ambitieux et sous-financés et il faudrait donc établir des priorités en fonction des zones géographiques où les besoins nutritionnels sont les plus importants et où le renforcement de la résilience serait le plus efficace. Cette priorité partagée entre l'humanitaire et le développement pourrait également renforcer la préparation aux catastrophes et les capacités d'intervention.

Actions recommandées

Les coordonnateurs du secteur/ groupe de la nutrition, les interlocuteurs gouvernementaux de SUN (points focaux SUN) et les MSP de SUN :

- Diffuser largement les données sur les besoins nutritionnels, les facteurs déclenchants et les risques. Utiliser et diffuser les connaissances des acteurs humanitaires et locaux. Identifier et combler les lacunes essentielles en matière de connaissances (analyse des causes, analyse des lacunes, etc.) par le biais de projets en cours.
- Diffuser des outils et des enseignements sur la préparation et la planification des interventions d'urgence.
- Entreprendre un suivi stratégique des tendances des donateurs dans le pays (cartographie si possible) et identifier les possibilités de financement thématique (p. ex. la nutrition est un point d'entrée, mais aussi le changement climatique, la gouvernance, le genre).
- Mener un plaidoyer conjoint en faveur d'un meilleur alignement du financement humanitaire et du développement et de l'allocation des

ressources pour un financement plus systématique et pluriannuel des activités qui renforcent la résilience au lieu de simplement étendre la portée des actions humanitaires. Ce financement devrait provenir de plus en plus des budgets gouvernementaux et de développement, avec la flexibilité nécessaire pour s'adapter à l'évolution des circonstances. Les mécanismes de financement humanitaire devraient être suffisants et suffisamment flexibles pour garantir qu'ils contribuent à renforcer la résilience chaque fois que cela est possible.

- Identifier les priorités (géographiquement, par groupes cibles, ou modalité d'intervention) en accord avec les priorités du HDN, sur la base de critères transparents (besoins, viabilité, efficacité) et fixer des objectifs dans le temps.
- Attribuer des rôles et des responsabilités clairs aux différents acteurs et groupes faisant partie du HDN.
- Mobiliser une assistance technique appropriée par le biais des réseaux, contrats et processus existants dans les pays (Triple Nexus/HDN) ou par le biais d'initiatives mondiales (Alliance Technique GNC, TASC de SUN et échange entre pairs, etc.).
- Renforcer l'engagement communautaire en soutenant l'appropriation nationale et locale, la participation active des communautés - en particulier des groupes les

plus touchés - dans l'élaboration de mesures préventives spécifiques au contexte, favoriser la demande de services de nutrition et surveiller leur utilisation appropriée en temps de crise. Veiller à ce que la voix des minorités soit entendue et qu'un dialogue existe entre la population touchée, les planificateurs et les responsables.

- Faciliter et soutenir le leadership des autorités et communautés locales afin d'étendre la couverture des initiatives humanitaires et de développement dans les zones non accessibles aux autorités nationales.
- Si possible, fixer des objectifs spécifiques dans les HRP et les plans de développement annuels, y compris pour la coordination intersectorielle et le HDN.

Le coordonnateur et le leadership de SUN :

- Soutenir un changement narratif vers une priorité stratégique et contextuelle et une mise en œuvre opérationnelle des plans nationaux de nutrition par le biais de visites gouvernementales de haut niveau et de l'implication du CR/ HC et des donateurs.
- Encourager les gouvernements à définir clairement les rôles et les responsabilités en matière de prévention, de préparation, de planification et d'intervention aux catastrophes, par le biais de visites gouvernementales de haut niveau et de la participation du UNCR/HC et des donateurs.



RENFORCER LA PARTICIPATION ET LA RESPONSABILITÉ

La création d'un HDN exige une participation et un engagement communs de tous les acteurs : autorités nationales et locales, communautés, donateurs humanitaires et du développement, Nations Unies et société civile. Un engagement durable doit être soutenu par des signes concrets d'inclusion, de résultats et de responsabilité.

Actions recommandées

Les interlocuteurs de SUN (points focaux SUN) et les MSP :

- Démontrer le respect et la compréhension des principes humanitaires et de la prérogative humanitaire.
- Encourager l'engagement avec les acteurs humanitaires.
- Faciliter le suivi du budget annuel et l'établissement de rapports

sur l'intensification des activités multisectorielles et la mise en œuvre de plans de nutrition multisectoriels à travers ce que l'on appelle la fracture du développement humanitaire.

Les coordonnateurs du secteur/cluster de la nutrition, les interlocuteurs gouvernementaux de SUN (points focaux SUN), et les MSP de SUN :

- Promouvoir activement l'inclusion de toutes les parties prenantes dans tous les mécanismes de coordination pertinents et dans les processus de création du HDN.
- Identifier et soutenir les membres qui éprouvent des difficultés à contribuer activement en raison du manque de ressources ou pour d'autres raisons.
- Veiller à ce que chaque comité, réseau, groupe technique, groupe de travail sectoriel ou cluster dispose d'un plan annuel et à ce qu'il en rende compte. Le plan annuel devrait être basé sur des priorités spécifiques et réalisables, convenues

d'un commun accord. Les résultats doivent faire l'objet d'un rapport annuel. Il devrait être possible d'ajuster les plans si l'évolution du contexte l'exige.

- Promouvoir un changement systémique par un engagement institutionnel, plutôt qu'individuel, afin de se prémunir contre les difficultés liées à la charge de travail individuelle, le roulement du personnel et les changements de responsables politiques.

Coordonnateur et leadership de SUN:

- Encourager les gouvernements à assurer un suivi budgétaire annuel et à établir des rapports par le biais d'un dialogue politique et de visites de haut niveau.

© UNICEF/UNI1361865/MinzayarOo



POINTS FORTS DES ÉTUDES DE PAYS

AFGHANISTAN

Pendant quatre décennies de conflit, l'Afghanistan a enduré des crises multiples et prolongées. Le taux de mortalité infanto-juvénile en Afghanistan est l'un des plus élevés d'Asie du Sud. La situation nutritionnelle contribue fortement à cette mortalité. Malgré des progrès significatifs réalisés dans la prise en charge des retards de croissance, avec une réduction de la prévalence de 60 % en 2010 à 38 % en 2018 – la malnutrition reste tenace et largement répandue sous toutes ses formes à travers le pays. Selon le Groupe de la Nutrition, on estime que 2,9 millions d'enfants de moins de cinq ans (près d'un enfant sur trois) sont particulièrement mal nourris. Cependant, même parmi les cas les plus graves, seuls 50 % ont accès à un traitement.

L'aide humanitaire et du développement continue d'être fournie en grande partie par des organisations internationales et des ONG, avec le soutien d'un vaste réseau d'organisations locales assurant la mise en œuvre sur le terrain. Plus de la moitié des enfants souffrant de malnutrition aiguë vivent dans des zones non prioritaires pour l'aide humanitaire. Ils ne reçoivent donc qu'une aide et des services limités.

Face à l'aggravation de la situation, la communauté humanitaire a élaboré une stratégie pluriannuelle (2018-2021), incluant la transition vers la programmation du développement. Dans le secteur de la nutrition, les acteurs humanitaires soutiennent l'extension progressive des services de nutrition dans les zones prioritaires, en renforçant les capacités des partenaires du système de santé à répondre aux situations d'urgence, mais aussi en augmentant les investissements dans la prévention, notamment par le biais de mécanismes de protection sociale.

Des progrès impressionnants ont été accomplis vers une approche multisectorielle de la nutrition avec l'adoption en 2017 du Programme pour



la Sécurité Alimentaire et la Nutrition en Afghanistan (AFSeN-A) et de son plan stratégique. Cependant, les ressources allouées à la nutrition restent limitées. Seuls 10 % du plan stratégique de l'AFSeN-A sont financés. La mise en œuvre de l'AFSeN-A tirera profit d'une meilleure implication d'un plus grand nombre d'acteurs, en particulier des organisations humanitaires et de la société civile locale, et de la mise à profit de leur expérience, de leurs connaissances et de leur présence dans les communautés et dans les zones difficiles à atteindre.

La compréhension du HDN et des bénéfices supplémentaires qu'il pourrait apporter à la nutrition est encore insuffisante. L'intersection de la programmation humanitaire et du développement autour du renforcement de la Gestion intégrée de la malnutrition aiguë (IMAM) crée intuitivement un HDN. Cependant, il y a très peu d'autres domaines de convergence. La création d'un espace pour l'humanitaire et le développement, et la collaboration entre les acteurs nationaux et locaux est essentielle comme point de départ.

MYANMAR

Le Myanmar est confronté à un risque élevé de catastrophes naturelles (cyclones, inondations et tremblements de terre) associé à des conflits dans certaines zones frontalières. Il en résulte un besoin cyclique de renforcer les interventions d'urgence. Un mécanisme de coordination solide et la collaboration entre les partenaires humanitaires et du développement sont donc nécessaires pour préparer et intervenir de manière appropriée face aux besoins nutritionnels résultant des crises.

Malgré une forte croissance macroéconomique, la réduction de la pauvreté et certains progrès sur le plan de l'état nutritionnel, le Myanmar a continué à souffrir d'une forte prévalence de la malnutrition maternelle et infantile au cours de la dernière décennie. Selon les résultats préliminaires de l'enquête sur les micronutriments et la consommation alimentaire au Myanmar (2017-18), la prévalence du retard de croissance chez les enfants de 6 à 59 mois est encore élevée, soit 26,7 %. L'émaciation touche 6,7 % des enfants du même groupe d'âge. Les carences en micronutriments sont également préoccupantes, comme le montre la gravité de l'anémie chez 35,6 % des enfants âgés de 6 à 59 mois et chez 30,3 % des femmes en âge de procréer.

Reconnaissant la nature multisectorielle de la nutrition et le ferme engagement du gouvernement à y répondre, le Myanmar est devenu membre du Mouvement pour le Renforcement de la Nutrition en mai 2013 et une plateforme multipartite (MSP) a été créée en novembre 2014. En 2018, le Plan d'action national multisectoriel pour la nutrition (MS-NPAN) a été adopté, et l'élaboration de plans de mise en œuvre infranationaux a commencé dans une région et quatre États. Bien que certaines interventions incluses dans le MS-NPAN soient en cours de mise en œuvre, leur couverture et leur portée varient.

Les organisations humanitaires ont traditionnellement concentré leurs activités à Rakhine, Kachin et Shan du Nord. Ces zones sont également devenues des priorités pour les programmes de



© UNICEF/UN0235055/ZayHtet

développement au cours des dernières années, offrant davantage d'opportunités de renforcer le HDN dans des zones géographiques spécifiques. Pour continuer à répondre aux besoins de la population, les donateurs et les agences de coopération ont accru leur flexibilité pour travailler avec les acteurs étatiques et non étatiques, tant au niveau central que local, par une combinaison de programmation pluriannuelle et à court-terme.

Le concept du HDN est relativement bien maîtrisé par les organisations inter-

nationales, mais moins par les autorités et les partenaires locaux. Le développement du HDN pour la nutrition nécessite l'identification de domaines spécifiques de convergence et de collaboration ainsi que la création d'un climat de confiance. L'expérience et les connaissances des organisations de la société civile et leur longue présence dans les communautés représentent une grande opportunité pour soutenir la mise en œuvre du MS-NPAN et pour contribuer à améliorer la préparation aux catastrophes récurrentes.

NIGER

En 2005, le Niger a connu une crise nutritionnelle historique qui a déclenché une intervention humanitaire massive. Elle a mis en évidence les besoins nutritionnels dramatiques du pays et sa vulnérabilité aux catastrophes. Au lendemain de cette crise, le traitement de la malnutrition aiguë a été massivement renforcé, avec le soutien des acteurs humanitaires et des donateurs. Depuis 2014, les besoins humanitaires ont augmenté dans les régions frontalières en raison de la crise créée par Boko Haram au Nigeria et du conflit au Mali.

Malgré des progrès considérables dans la mise en œuvre des politiques et stratégies nutritionnelles ces dernières années, la malnutrition reste très élevée au Niger et constitue un problème majeur de santé publique et de développement. Selon la dernière enquête nationale sur la nutrition, plus d'un enfant sur dix souffre de malnutrition aiguë et près de la moitié d'un retard de croissance.

En 2012, l'initiative « Les Nigériens Nourrissent Les Nigériens » (I3N) a été lancée avec un fort soutien politique. Elle a permis l'adoption en 2016 d'une Politique Nationale de Sécurité Nutritionnelle multisectorielle (PNSN). Toutefois, à ce jour, peu d'interventions sont mises en œuvre à l'échelle régionale et communautaire, et il s'agit principalement d'interventions axées sur la nutrition et dispensées par le biais des systèmes de santé. Les ressources et les capacités consacrées aux services locaux sont insuffisantes, et les investissements pour la nutrition demeurent insuffisants. Néanmoins, la nutrition a joué un rôle de premier plan dans la promotion du HDN au Niger, en particulier dans la redéfinition des besoins humanitaires en besoins de développement. Le Niger continue à être un terrain d'innovation pour la programmation de la nutrition.

En 2013, le Groupe de la Nutrition est devenu le mécanisme national de coordination sectorielle sous le nom de Groupe Technique Nutrition (GTN). Il inclut des acteurs non humanitaires et vise à faire progresser l'élargissement de l'IMAM tout en renforçant les mesures préventives. En 2020, le GTN, avec le soutien de la délégation



© UNICEF/UN0291303/Dejongh

de l'UE en tant que coordonnateur des donateurs SUN, a conduit à l'adoption d'une feuille de route pour inclure l'IMAM dans le budget national, afin de faciliter sa transition de la programmation humanitaire à la programmation du développement.

Alors que de nombreux acteurs connaissent le concept du HDN et que la collaboration est très active autour de l'IMAM et des interventions spécifiques à la nutrition, la mise en œuvre du plan d'action multisectoriel bénéficiera de l'identification de domaines plus

spécifiques de convergence et de collaboration entre les acteurs humanitaires et du développement. Pour ce faire, il s'appuiera sur l'expérience et les connaissances des organisations de la société civile et sur leur longue présence dans les communautés. En raison de la limitation des ressources, des interventions et des domaines spécifiques devront être privilégiés. Une approche plus inclusive envers les organisations locales, les autorités locales et les communautés devra également être initiée.

ANNEXE 1:

CHAMP D'APPLICATION, MÉTHODOLOGIE, CONTEXTE ET DOCUMENTS MENTIONNÉS LORS DE L'EXAMEN DU DOSSIER

CHAMP D'APPLICATION

Ce rapport a été commandé par le GNC et le Secrétariat du Mouvement pour le Renforcement de la Nutrition (SUN) afin de saisir les expériences des pays touchés par les crises et de suggérer des options pour renforcer le Nexus Humanitaire-Développement pour les résultats en matière de nutrition. Ce document est fondé sur trois études de pays, l'Afghanistan, le Myanmar et le Niger, et examine comment les acteurs humanitaires et du développement travaillent ou non ensemble pour améliorer la nutrition. Les études de cas de pays ont également permis d'impliquer les parties prenantes dans cet examen et de formuler, avec elles, des recommandations concrètes.

Les conclusions et recommandations détaillées sont compilées dans des rapports nationaux indépendants, qui ont été présentés et discutés avec les parties prenantes en Afghanistan, au Myanmar et au Niger. Des informations supplémentaires ont été recueillies auprès du Yémen et d'informateurs travaillant dans un large éventail de pays.

L'objectif de l'étude est d'identifier et de partager les exemples de bonnes pratiques et d'identifier des opportunités et des solutions pratiques, spécifiques à chaque pays, afin de renforcer le Nexus Humanitaire-Développement pour la nutrition. L'analyse n'est donc pas exhaustive, mais elle a un but précis. Seuls les aspects pertinents du contexte et des cadres étudiés sont présentés. Un accent particulier est mis sur les facteurs permettant la collaboration et l'engagement en faveur de la nutrition.

MÉTHODOLOGIE

L'étude a utilisé un concept de recherche qualitative comprenant une analyse des données secondaires et des entretiens avec des groupes de discussion et des informateurs clés. Les entretiens ont été menés entre juillet et septembre 2020. L'anonymat des personnes a été assuré, et par conséquent les postes identifiables n'ont pas été signalés. Les informateurs étaient des représentants d'institutions du gouvernement central, l'ONU, des ONG/OSC internationales et nationales, des chercheurs, et des organismes donateurs bilatéraux et multilatéraux occupant des postes techniques et de direction. Les entretiens ont été structurés autour d'une série de questions visant à recueillir les expériences spécifiques des informateurs. Bien que les entretiens aient été semi-structurés, l'ensemble des questions étaient largement uniforme d'un pays à l'autre.

La partie documentaire du travail a consisté en une analyse de documents (voir ci-dessous). Une stratégie de recherche a été élaborée en se concentrant sur la documentation relative aux approches multisectorielles et sectorielles susceptibles de contribuer à la nutrition, notamment : les cadres politiques et stratégiques ; les mécanismes et cadres de coordination ; la gouvernance ; le leadership et l'économie politique ; le financement ; la gestion de l'information et des connaissances ; et les programmes et initiatives. La recherche a été limitée aux documents et informations publiés après 2010.

La méthodologie a été adaptée aux contraintes spécifiques imposées par la pandémie de COVID-19. Tous les entretiens et les réunions ont été réalisés à distance, à l'aide d'applications de vidéoconférence. Cela a limité à la fois le choix des informateurs et le niveau d'interaction avec les informateurs :

- Le consultant ne pouvait pas utiliser les services d'un traducteur. Seuls des informateurs anglophones ou francophones ont été interrogés, ce qui a limité la représentativité de l'échantillon en Afghanistan et au Myanmar.
- La majorité des entretiens étaient des entretiens individuels.
- Les réunions et les entretiens ont été limités à une heure. Des questions et des informations supplémentaires ont été recueillies par courrier électronique lorsque cela s'est avéré nécessaire.
- L'éloignement de l'étude a rendu celle-ci moins attrayante pour certains groupes d'informateurs.
- Dans la mesure du possible, la vidéo a été utilisée pour faciliter les interactions personnelles, mais l'utilisation de la vidéo reste limitée, de nombreux informateurs n'étant pas suffisamment équipés ou connectés.
- Dans certains cas, des problèmes techniques ont empêché de conclure les entretiens.

Bien qu'un large éventail de parties prenantes, dans les domaines de l'humanitaire, du développement et du gouvernement, aient été contactées, l'étude a été limitée par des contraintes logistiques et de temps, ainsi que par la disponibilité des parties prenantes. L'étude a été menée pendant une période de vacances, lorsque les organisations connaissent un fort taux de rotation. La disponibilité des informateurs a également été limitée par des problèmes institutionnels, qui n'ont pas été atténués pendant la courte période de l'étude.

Les résultats de l'étude sont donc limités par ces contraintes spécifiques et leur validité est limitée à un moment précis.

CONTEXTE

Les études de cas de pays, ce rapport mondial et le dossier politique associé ont été commandés conjointement par le Groupe de la Nutrition et le Secrétariat du Mouvement SUN, engagé dans la création du HDN comme Nouvelle méthode de travail.⁶

Dans le cadre du processus de réforme humanitaire, l'approche du groupe a été lancée en 2005 afin d'améliorer l'efficacité des interventions humanitaires grâce à une plus grande prévisibilité, responsabilité et partenariat. Elle a notamment donné lieu à la création du Groupe de la Nutrition, qui est désormais officiellement activé dans 224 pays. Le GNC soutient également les mécanismes de coordination sectorielle dans les pays, comme c'est le cas au Niger et au Myanmar – inclus dans cette étude.

Le Mouvement pour le Renforcement de la Nutrition (SUN) a été créé en 2010 pour inspirer une nouvelle façon de travailler en collaboration afin de mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes. Elle est désormais active dans 62 pays et quatre États indiens. Au cœur de l'Initiative SUN se trouve la plateforme multipartite (MSP). Les MSP sont dirigées et présidées par un interlocuteur nommé par le gouvernement et visent à rassembler toutes les parties prenantes de la nutrition – y compris les acteurs humanitaires – autour d'une même table, afin de prévenir la malnutrition sous toutes ses formes, et donc de réduire les besoins humanitaires.

Pour cette étude, le Nexus Humanitaire-Développement est compris comme le point central où les acteurs et les programmes humanitaires et du développement se rejoignent pour traiter plus efficacement les problèmes auxquels ils sont confrontés.

La nutrition dans les États fragiles est souvent influencée à la fois par la pauvreté des services publics, les crises prolongées, les catastrophes récurrentes et le changement climatique. Elle nécessite donc une collaboration et une concentration intensifiées ainsi que des stratégies d'adaptation.

Dans ces contextes, avec le soutien et la participation appropriés, les Groupes de la Nutrition et les MSP peuvent tous deux contribuer au renforcement du HDN en soutenant l'identification des domaines de convergence et des gains d'efficacité. Les défis rencontrés dans les pays fragiles et touchés par des conflits appellent une révision des mandats et des rôles traditionnels des acteurs humanitaires, du développement et du gouvernement.

L'objectif général de l'approche du HDN est de fournir une programmation holistique meilleure et plus responsable aux populations ayant besoin d'assistance. L'accent a été mis sur la réduction de la fracture entre l'humanitaire et le développement, sur la réduction des risques et de la vulnérabilité,



© UNICEF/UN0400198/Stephen

⁶ Le Renforcement du Nexus Humanitaire-Développement a été identifié par la majorité des parties prenantes comme une priorité absolue lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire (WHS) en 2016, y compris les donateurs, les ONG, les États touchés par la crise, et il a reçu plus d'engagements lors du WHS que tout autre domaine d'intervention. ['New Way of Working'](#)

tout en soulignant l'impact du changement climatique, des catastrophes naturelles et des conflits sur les populations. L'accent a également été mis sur l'importance de partenariats régionaux et mondiaux adaptés au contexte, avec des engagements financiers pluriannuels flexibles pour la planification à long terme. Pourquoi ?

1. Les rapports de l'ONU affirment que le nombre de personnes qui ont besoin d'aide humanitaire internationale a augmenté de 60 % au cours des cinq années allant de 2014 à 2019 (OCHA, Aperçu des besoins humanitaires, 2019, p. 28). Les crises humanitaires sont devenues de plus en plus complexes, prolongées et susceptibles d'être causées par des conflits. L'escalade rapide des besoins humanitaires n'a pas été accompagnée d'une augmentation du financement de l'aide humanitaire. Trop souvent, le financement de la réponse humanitaire est la principale source de financement pour lutter contre la malnutrition, même dans des situations de crises prolongées ou fréquemment récurrentes. Les politiques, les financements et les plans d'action d'urgence sont souvent limités dans le temps et dans leur portée pour atténuer les souffrances immédiates et sauver des vies, ce qui ne permet qu'une capacité limitée à s'aligner sur des actions de développement à plus long terme.
2. Les catastrophes, les conflits, la fragilité et le changement climatique ont un impact sur le développement et en compromettent les résultats. Cela est particulièrement vrai dans les crises complexes et prolongées où le développement et l'aide humanitaire sont, dans de nombreux cas, nécessaires et fournis en tandem. Les pays doivent élaborer des approches à long terme pour lutter contre l'impact des principaux déterminants de la malnutrition. Cela permettra aux actions humanitaires et de développement d'être plus véritablement complémentaires et de se renforcer mutuellement.
3. Les interventions aux catastrophes ne sont pas suffisamment rapides ni appropriées pour atténuer l'impact des catastrophes. Les interventions doivent être prévues à un stade précoce, ou du moins en temps utile, afin de réduire efficacement les souffrances de la population touchée et ses besoins. Les communautés elles-mêmes et leurs gouvernements locaux sont souvent les premiers à réagir aux catastrophes. Toutefois, les investissements réalisés ne sont pas suffisants pour renforcer leurs capacités à anticiper, à intervenir et à devenir plus résistants. Cela nécessite une programmation adaptative qui tienne compte des risques, notamment en s'attaquant aux vulnérabilités sous-jacentes et en renforçant les capacités.

Dans le secteur de la nutrition, les divisions entre les activités humanitaires et de développement sont encore compliquées par la distinction entre un ensemble relativement étroit d'activités largement axées sur le traitement et spécifiques à la nutrition et une approche multisectorielle axée sur la prévention. Dans de nombreux contextes, tant dans le domaine humanitaire que dans celui du développement, on ne parvient pas à mettre en place des actions spécifiques et multisectorielles, sensibles à la nutrition, de manière globale.

Pour cette étude, deux approches ont été examinées, mais pas exclusivement :

- Les politiques, plans et financements de développement sont plus adaptés aux catastrophes et englobent toutes les formes et tous les aspects de la malnutrition.
- Les interventions humanitaires, tout en répondant aux besoins immédiats, contribuent à renforcer les capacités et la résilience des communautés et des systèmes.

Bien que les États membres, les donateurs et les agences de mise en œuvre aient pris des engagements globaux au sujet du HDN lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire d'Istanbul en 2016, nombre d'entre eux n'ont pas été concrétisés au niveau local et sont donc souvent loin d'avoir un impact réel sur les populations touchées. Cette étude devrait contribuer à la mise en œuvre du Nexus, en particulier en ce qui concerne les résultats en matière de nutrition.



DOCUMENTS MENTIONNÉS LORS DE L'EXAMEN DU DOSSIER

Richard A., Alpha A., Balla A., [‘Études des déterminants des politiques en matière de nutrition au Niger : Comprendre les liens entre la politique multisectorielle de nutrition et les politiques sectorielles et les liens avec les évidences qui sous-tendent ces politiques’](#), Montpellier, France : Agropolis International, Unité d'appui internationale pour l'initiative NIPN. 2017.

Cabinet du Premier ministre, [‘Plan 2020 de soutien aux populations vulnérables’](#), Gouvernement du Niger, Janvier 2020.

Cabinet du Premier ministre, [‘Mécanisme national pour la prévention et la gestion des catastrophes et des crises alimentaires, Gouvernement du Niger’](#), le Gouvernement du Niger, Janvier 2020.

Comité de la sécurité alimentaire mondial [Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans les crises prolongées](#) 2015.

Cornelis K, Campo Llopis P., [‘Leçons tirées de l'approche du Nexus Humanitaire-Développement-Paix’](#), Capacity4dev, Union européenne, Juin 2020.

Fondation pour les études et la recherche sur le développement international, [‘Analyse de l'aide accordée aux pays du Sahel – Partie 1 : Analyse à partir des statistiques du Comité d'aide au développement de l'OCDE’](#), Chaire Sahel/ FERDI, Décembre 2018.

Groupe Nutrition, Ressources : [Procès-verbaux du Groupe Nutrition 2019 et 2020](#), dernier accès le : 20 janvier 2021.

Cartographie des parties prenantes et des interventions en matière de nutrition au Niger (Juin 2019) HC3N, UE, PREMIER (non publiée).

Ministère de l'Agriculture, de l'Irrigation et du Bétail, [‘Stratégie pour la sécurité alimentaire et la nutrition 2015 - 2019 \(2015\)’](#), La République Islamique d'Afghanistan, Kabul, 2015.

Ministère de l'Agriculture, de l'Irrigation et du Bétail, [‘Stratégie de développement agricole et plan d'investissement du Myanmar \(2018-2019 ~ 2022-23\)’](#), Gouvernement du Myanmar, 2018.

Ministère de la santé et des sports, [‘Plan d'action national multisectoriel pour la nutrition \(MS-NPAN\) 2018/19 – 2022/23 Plan d'action chiffré’](#), Gouvernement du Myanmar, Juillet 2018.

Ministère de la santé et des sports, Nay Pyi Taw et l'ICF, [‘Enquête sur la démographie et la santé au Myanmar 2015-16. Gouvernement du Myanmar’](#), Myanmar, et Rockville, Maryland, États-Unis, 2015.

Ministère de la santé et des sports, [‘Enquête sur les micronutriments et la consommation alimentaire au Myanmar \(2017-18\)’](#), Gouvernement du Myanmar, Février 2019.

Ministère de la santé et des sports, [‘Plan national de santé au Myanmar 2017-2021’](#), Gouvernement du Myanmar, Décembre 2016.

Ministère de la santé publique, [‘Un ensemble de services de santé essentiels pour l'Afghanistan – 2010/1389’](#), La République Islamique d'Afghanistan, Juillet 2010.

Ministère de la planification, [‘2017-2021 Plan économique et social du développement’](#), Gouvernement du Niger, Septembre 2017.

Procès-verbaux, plan annuel et rapports du GTN 2019-2020 (non publiés).

Évaluation multi-pays du programme de gestion de la malnutrition aiguë sévère. Burkina Faso et Niger. Mémorandum-cadre sur le Niger – version du 4 mai 2020. (non publiée).

Mouvement pour le Renforcement de la Nutrition 2019, [‘Évaluation conjointe par la plateforme multipartite 2019 – Niger’](#), 2019.

Mouvement pour le Renforcement de la Nutrition, [‘Évaluation par la plateforme multipartite – Afghanistan’](#), 2019.

Mouvement pour le Renforcement de la Nutrition, [‘Programme pour la sécurité alimentaire et la nutrition – Cadre et plan de plaidoyer et de sensibilisation du public à la nutrition et à la sécurité alimentaire 2018-2023’](#), 2018.

Mouvement pour le Renforcement de la Nutrition, [Rapport SUN 2019 – Niger](#), SUN, 2019.

Mouvement pour le Renforcement de la Nutrition, [Rapport SUN 2019 Afghanistan](#), SUN, 2019.

Stokke K, Vakulchuk R, Overland, I., [‘Myanmar : Une analyse de l’économie politique’](#), Institut norvégien des affaires internationales, 2018.

Le Gouvernement du Myanmar, [‘Plan stratégique national de protection sociale du Myanmar’](#), Décembre 2014.

Le Gouvernement du Niger, [‘Politique nationale de sécurité nutritionnelle au Niger \(2016-2025\)’](#).

Le Gouvernement du Nigeria, [‘2016-2020 Plan d’action pour l’Initiative 3N’](#).

La République Islamique d’Afghanistan, [‘Plan pour la sécurité alimentaire et la nutrition en Afghanistan 2019-2023’](#), 12 novembre 2018.

La République Islamique d’Afghanistan, [‘Cadre national de paix et de développement de l’Afghanistan 2017-2021’](#).

Fonds des Nations Unies pour l’enfance, ‘Analyse coût-efficacité de la transposition à plus grande échelle des interventions spécifiquement liées à la nutrition au Niger’, UNICEF/ HC3N, 2019.

Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires, [‘Aperçu des besoins humanitaires de l’Afghanistan en 2020’](#), UNOCHA, 2020.

Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires, [‘Plan de réponse humanitaire pour l’Afghanistan en 2019’](#), UNOCHA, 2019.

Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires, [‘Rapport d’activité annuel 2019 du Groupe de la Nutrition pour l’Afghanistan’](#), UNOCHA 2019.

Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires, [‘Rapport final sur le suivi des performances de la coordination du groupe sectoriel Nutrition en Afghanistan’](#), UNOCHA, Octobre 2019.



© UNICEF/UN0339625/Pirozzi

ANNEXE 2:

PERSONNES INTERVIEWÉES

Nom	Organisation	Poste
Afghanistan		
Dr Said Shamsul Islam Shams	AFSeN-A	Coordonnateur du Secrétariat Technique
Maureen L. Gallagher	UNICEF	Responsable Nutrition
Aye Khaine	UNICEF	Coordonnateur du Groupe Nutrition
Dr Zakia Maroof	UNICEF	Spécialiste en nutrition
Dr Ibne Amin	Organisation des droits de l'homme en Afghanistan (AHRO)	Représentant
Dr Muhibullah Wahdati	Institut de la nutrition et de l'économie domestique en Afghanistan (AINHE)	Directeur
Muhammad Akbar Antonio Franco	WFP	Responsable de la politique des programmes (ODD17 Team) Responsable de la politique des programmes – SP
Martin Ahimbisibwe	WFP	Chef de l'équipe de nutrition
Shah Mansoor	Save the Children	Conseiller principal en matière de santé et de nutrition
Pir Mohammad Paya	Initiative pour l'hygiène, l'assainissement et la nutrition (IHSAN)	Chef adjoint du parti et directeur de la nutrition
Ahmad shaker Nasiry Dr Sayed Hamid Zia Dashti	Direction générale de la nutrition publique DG PM / Ministère de la Santé publique (MOPH)	Responsable de l'IMAM & responsable des urgences
Dr Habiburrahman Azizi	Save the Children	Coordonnateur Santé et Nutrition - Kandahar
Alison Farnham Zuhra Dadgar-Shafiq	Action pour le développement (AFD)	Directeur du Programme de nutrition de la Santé Publique (co-fondateur)
Dr Qamaruddin Maqsoodi	ACBAR	Gestionnaire à distance, programme de jumelage

Danielle Parry	OCHA	Chargée des affaires humanitaires – Responsable de l'unité « Stratégie et coordination »
Niger		
Ann Defraye	UNICEF	Coordonnatrice du GTN
Mado Diakité	HCI3N	Assistante technique
Chiara Raffaele Aurélié Rakotofiringa	DUE Coordonnatrice des donateurs	Responsable du programme
Amadou Alzouma	ECHO	Administrateur de programme
Mohamed Ag Bendeche	PNIN	Assistant technique
Jean-Francois Caremel		Chercheur
Djaffra Traore	ACF	Responsable de plaidoyer
Idrissa Sidikou Souna	TUN	Coordonnatrice
Adamou Amadou Hainikoye	UNICEF Diffa	Spécialiste de la santé
Souley Adamou	UNICEF Maradi-Zinder	Coordonnateur de la nutrition
Roger Sodjinou Benedict Tabiojongmbeng Gervais NtandouBouzitou	Réseau de l'ONU	UNICEF WFP HCI3N
Felicité Tchibindat	UNICEF	Représentante de pays
Gervais NtandouBouzitou Dr Aboubacar (Absent)	HCI3N	Assistant technique Chef de la cellule Nutrition
Myanmar		
Dr Lwin Mar Hlaing	Ministère de la Santé et des sports	Directrice adjointe du Centre National de la Nutrition, et interlocutrice du Secrétariat de l'Initiative to SUN
Dr San San Myint	UNOPS	Fonds d'affectation spéciale pour les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire (LIFT)
Jennie Hilton	LIFT	Spécialiste de la nutrition
Jecinter Akinyi Oketch	UNICEF	Spécialiste de la nutrition
Soe Nyi	PAM	Coordonnateur REACH

Eric Fort	ACF	Directeur de pays (jusqu'à juillet 2020)
Anna Schelling	GIZ	Cheffe de projet Chan de l'Est
Fumito Morinaga Melody Muchimwe Chaw Susu Khaing Su KYI Nang Lyan Zar Soe Nyi Nyi Dinesh Jeyakumaran Sanjay Kumar Das Pyae Phyoe Aung Kyaw Win Sein Win Lae	Réseau de l'ONU UNOPS PAM	PAM PAM PAM Access to Health LIFT REACH OMS UNICEF UNICEF UNICEF UNICEF
Rebecca Thompson	FCDO Royaume-Uni (anciennement DFID)	Conseillère humanitaire à Rakhine
Pedro Campo Llopis	DUE	Chef adjoint de la coopération (jusqu'en août 2020)
Than Htut Aung	ACF	Chef du département santé et nutrition
Dr Thanda Kyi	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'irrigation	Directrice générale adjointe
Dr Cho Cho Win	Ministère de l'éducation	Directeur général
Dr Kyaw Linn Htin	Ministère de la protection sociale	Directeur du département de l'aide sociale
Global		
Emily Mates Marie McGrath	ENN	Directrices techniques
Morgane Daget	Secrétariat du Mouvement pour le Renforcement de la Nutrition (SUN)	Membre de l'équipe de liaison de pays (CLT)
Jeremy Shoham Carmel Dolan Chris Leather	N4D	Associés
Mutahar M. Al-Falahi Isaack Manyama	Groupe de la Nutrition, Yémen	Coordonnateur du Groupe de la Nutrition mobile Coordonnateur du Groupe de la Nutrition
Karima Al-Hada'a	Ministère de la planification et de la coopération internationale, Yémen	Spécialiste de la planification et de la liaison du Secrétariat de l'Initiative Renforcer la Nutrition (SUN-YÉMEN)

RÉFÉRENCES

Blankenship JL, Cashin J, Nguyen TT, Ip H. [‘Retard de croissance et déperissement de l’enfant au Myanmar : Principaux moteurs et implications pour les politiques et les programmes’](#), *Nutrition maternelle et infantile*, 2020;16(S2):e12710.

KIT Institut Tropical Royal, [‘Étude sanitaire en Afghanistan 2018’](#), p. 48, 20 avril 2019.

KIT Institut Tropical Royal, [‘Enquête à indicateurs multiples sur l’Afghanistan 2010’](#), p.5, 2010.

Service de l’élaboration des politiques et des études d’OCHA, [Nouvelle méthode de travail](#), UNOCHA, 2017.

Renforcer la Nutrition, [‘Aperçu des investissements dans le domaine de la nutrition : Afghanistan’](#), SUN, p. 3, 2019.

Mouvement pour le Renforcement de la Nutrition (SUN), Comité permanent de la nutrition des Nations Unies (UNSCN), Groupe de la Nutrition (GNC), [‘Note d’orientation pour les coordonnateurs humanitaires de l’ONU’](#)

Mouvement pour le Renforcement de la Nutrition (SUN) [‘Le rôle du Coordonnateur résident des Nations Unies pour renforcer la nutrition’](#).

Le programme DHS (Enquêtes démographiques et sanitaires), [‘Myanmar : Norme DHS, 2015-16’](#), Enquêtes démographiques et sanitaires, USAID, dernière visite le 20 janvier 2021.

Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, [‘Rapport annuel, 2017’](#), UNOCHA, p. 7, Décembre 2018.

Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, ‘Vue d’ensemble de l’aide humanitaire mondiale, 2019’, UNOCHA, p. 28, 2019.

Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, ‘Cycle de programme humanitaire – Révision semestrielle 2020’, Plan d’action humanitaire, Afghanistan, 2018-2021, UNOCHA, p. 6, juin 2020.

Banque mondiale, [‘Aperçu du Myanmar’](#), dernière visite le 20 janvier 2021.

REMERCIEMENTS

Aye Aye Khaine, Coordonnateur du Groupe de la nutrition pour l'Afghanistan ; Dr Said Shamsul Islam Shams, Coordonnateur du Secrétariat technique de l'AFSeN-A (Afghanistan) ; Ann Defraye, Coordonnatrice du Groupe Technique Nutrition au Niger ; Dr Lwin Mar Hlaing, Directrice adjointe du Centre national de la nutrition au Myanmar ; Jecinter Akinyi Oketch, Spécialiste de la nutrition au sein de l'UNICEF Myanmar ; Soe Nyi Nyi, Coordonnateur REACH au Myanmar ; Sansan Myint, Consultant LIFT et Coordonnateur national pour le MS-NPAN ont fourni des informations précieuses, ont soutenu l'identification d'informations et les personnes interrogées clés et ont facilité l'organisation de réunions et de discussions. Anna Ziolkovska (GNC) et Stephen Williams (Secrétariat du Mouvement pour le Renforcement de la Nutrition) ont assuré la supervision et le soutien de l'étude, en veillant à ce que les résultats répondent aux besoins des membres les plus importants du GNC et de l'Initiative SUN. Un remerciement tout particulier à tous ceux qui ont contribué à cette étude en y consacrant du temps et des idées, malgré leur emploi du temps chargé et des conditions de travail difficiles pendant la pandémie de COVID-19.

Cette étude a été rendue possible grâce au soutien du peuple américain par l'intermédiaire de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Le contenu de cette étude ne reflète pas nécessairement les vues de l'USAID ou du gouvernement des États-Unis.

